



Les Accords d'Abraham, grâce auxquels Israël a normalisé ses relations avec les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, le Maroc et le Soudan en 2020 et 2021, fêtent leurs six ans. Ce n'est pas tant cet anniversaire qui retient l'attention que le fait que ces accords soient toujours en vigueur. Ils ont survécu au massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023, à la guerre de Gaza, aux échanges de tirs avec l'Iran et, plus récemment, en 2026, au Pacte de La Mecque. . Quelle sera la suite des Accords d'Abraham ?

Par Mohamed Diwan 

Les pourparlers d'Oslo de 1993 entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avaient été conçus comme un projet de réconciliation. Il s'agissait d'abord d'instaurer la confiance, puis de rapprocher les sociétés, pour aboutir finalement à la sécurité. La deuxième Intifada a mis fin à ce projet.

Les accords d'Abraham, conclus il y a six ans par l'État juif avec divers États musulmans, ont inversé l'ordre des priorités : il fallait d'abord concilier les intérêts, puis les institutions. Dans cette approche, le rapprochement social n'est, au mieux, qu'une conséquence tardive. Si cela peut certes constituer une faiblesse à long terme, cela explique toutefois pourquoi ces accords ont survécu à des conflits tels que la guerre de Gaza et celle avec l'Iran.

## Le calcul de sécurité des gouvernements

On oublie souvent la position de force dans laquelle se trouvait Israël lorsqu'il a pu conclure ces accords : systèmes d'alerte précoce, défense antimissile et anti-drone, capacités cybernétiques et accès à l'un des écosystèmes d'innovation les plus denses au monde. C'est en échange de ces atouts que l'État juif a payé la normalisation de ses relations avec les partenaires arabes signataires des accords. Avec succès : entre 2020 et 2024, les échanges commerciaux d'Israël avec les États partenaires ont considérablement augmenté, notamment avec les Émirats. À cela se sont ajoutés des projets de défense avec le Maroc. C'est donc la capacité de performance d'Israël qui a rendu cette évolution possible, et non la bienveillance arabe.

La guerre de Gaza a constitué l'épreuve la plus difficile pour les Accords d'Abraham. Pourtant, aucun État partenaire n'a rompu ses relations avec Israël. Les Émirats ont maintenu ouverts leurs canaux diplomatiques, les échanges commerciaux se sont



poursuivis à un rythme modéré, et le Maroc a poursuivi sa coopération en matière de sécurité. Bahreïn a subi une pression considérable, mais est resté formellement dans le cadre des accords.

### **Rejet de la part de la population**

L'Arab Opinion Index, qui mesure le sentiment de la population dans les pays arabes, a révélé pour 2025 que 87 % des personnes interrogées s'opposaient à une reconnaissance officielle d'Israël. Seuls 6 % l'accepteraient, la plupart de ces partisans subordonnant toutefois leur accord à la création d'un État palestinien.

En moyenne, 44 % de la population des pays arabes considère Israël comme la plus grande menace pour sa propre sécurité, devant les États-Unis et l'Iran. Cela montre à quel point l'aversion envers l'État juif est profondément ancrée dans les pays arabes. Car, d'un point de vue objectif, cela ne s'explique pas, d'autant plus que l'Iran soutient des organisations armées agissant par procuration dans divers pays arabes et sape ces États de l'intérieur.

Le fait qu'Israël soit néanmoins perçu comme le plus grand ennemi résulte de décennies de discours d'État empreint de motifs antisémites, de théories du complot et de la diabolisation d'Israël dans les manuels scolaires, les médias et les prêches. Le rejet de l'État juif – ou des Juifs en général – est donc en grande partie endogène. Il est plus ancien que les colonies et plus ancien que l'État d'Israël.

Les accords d'Abraham constituent donc une normalisation au niveau gouvernemental et commercial, sans la participation de la population des pays arabes.

### **L'Arabie saoudite revoit son discours antisémite**

Les partenaires arabes d'Israël prennent de plus en plus conscience que cela ne suffit pas à long terme. Ainsi, un nouveau rapport de l'organisation israélienne à but non lucratif IMPACT-se montre que les programmes scolaires saoudiens pour la période 2024-2026 sont pratiquement exempts de discours antisémites. Les passages présentant les Juifs comme des ennemis de Dieu, diffamant le sionisme en le qualifiant de « mouvement raciste européen » ou accusant Israël d'avoir incendié al-Aqsa ont été supprimés. Ils ont été remplacés par des textes traitant de la

coexistence et de l'esprit critique.

C'est un progrès. Derrière cela ne se cache très probablement pas un changement d'attitude sur le plan moral, mais la « Vision 2030 », ce vaste programme de modernisation et de transformation grâce auquel l'Arabie saoudite entend moderniser son économie, améliorer sa réputation internationale et se créer une marge de manœuvre pour nouer des partenariats dans les domaines de la sécurité et de la technologie. Les manuels scolaires antisémites ne sont pas adaptés à cet objectif.

À l'occasion de leur sixième anniversaire, les Accords d'Abraham démontrent ainsi que non seulement les réconciliations peuvent rendre la coopération possible, mais que l'inverse est également vrai : la perspective d'une coopération peut conduire à remettre en question un discours traditionnel. L'attractivité économique et militaire d'Israël a ainsi le potentiel d'agir plus efficacement contre l'antisémitisme arabe que n'importe quelle déclaration gouvernementale. Toutefois, les réformes des programmes scolaires ne produisent leurs effets qu'au fil des générations, et non au cours d'une seule législature.

## Deux scénarios d'avenir pour les Accords d'Abraham

Les accords d'Abraham peuvent évoluer dans deux directions. Soit ils se transforment en une véritable architecture sécuritaire et économique. Pour cela, il faudrait l'adhésion de l'Arabie saoudite, une implication plus étroite de la Jordanie et de l'Égypte, ainsi qu'un gouvernement américain qui soutienne activement cet ordre. Soit les accords restent ce qu'ils sont aujourd'hui : un réseau de relations transactionnelles, utiles pour le commerce et la technologie, mais dépourvu de profondeur sociale et de plus en plus éclipsé par des alliances concurrentes (voir à ce sujet : [« Le pacte de La Mecque et son importance pour Israël »](#)). Une paix froide qui durera tant que les comptes seront équilibrés.

L'évolution future des Accords d'Abraham dépendra de la suite des événements concernant l'Iran, les Palestiniens et les États-Unis. Les Palestiniens obtiendront-ils leur propre État – ce qui, à l'heure actuelle, reviendrait à récompenser l'acte terroriste du 7 octobre 2023 ? Les États-Unis continueront-ils à s'appuyer sur Israël en matière de politique de sécurité au Proche-Orient ou concluront-ils d'autres



## Six ans d'Accords d'Abraham : un bilan intermédiaire

alliances ? Les réponses à ces questions seront également déterminantes pour l'avenir des Accords.

Une chose est sûre : l'avance militaire qualitative d'Israël reste le fondement des Accords d'Abraham. Car dans cette région du monde, la force est la condition préalable à la paix. La question est toutefois la suivante : la force d'Israël suffit-elle à transformer la paix froide actuelle en un ordre stable à long terme ? C'est-à-dire un ordre qui ne soit pas simplement imposé par les gouvernements, mais qui repose sur un changement de mentalité au sein de la population arabe – à l'instar de ce que l'on tente actuellement de faire avec la refonte des manuels scolaires en Arabie saoudite.

En effet, une paix qui dépend exclusivement des gouvernements et qui ne bénéficie pas du soutien de la population n'est pas synonyme de stabilité au Proche-Orient. Les six années d'Accords d'Abraham constituent donc une évolution positive, mais ne constituent pas encore une garantie pour l'avenir.

---

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe. Il vit en Suisse.